



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Rapport d'activité de la Direccte Hauts-de-France



2 0  
1 9



# Préambule



Le rapport d'activité 2019 offre l'opportunité de témoigner de l'engagement des équipes de la Direccte, illustrant la multiplicité de nos champs d'intervention en Hauts-de-France, pour maintenir une régulation économique et sociale tout en préservant l'emploi.

Le contexte économique et social de notre région implique une action soutenue dans la lutte contre le chômage, l'accompagnement des entreprises et des populations les plus fragiles et l'année 2019 s'est achevée avec un bilan particulièrement positif de l'action de la Direccte, grâce au professionnalisme et à la mobilisation de ses services au quotidien.

Ce document présente ainsi les principales activités conduites en 2019 par la Direccte et ses premiers résultats pour répondre aux objectifs ambitieux dont notamment celui de former notre jeunesse, de renforcer le capital humain de la région, principal moteur de la croissance économique qui permet de lutter durablement contre le chômage et l'exclusion sociale. Les efforts initiés dans ces domaines depuis plusieurs années, en partenariat avec les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs socio-économiques, ont été poursuivis au cours de cette année.

Dans le cadre du Plan Régional d'Action de l'Inspection du travail, ce ne sont pas moins de 28 000 interventions réalisées par les agents de contrôle pour assurer le respect de la réglementation du travail, garantir la prévention des risques professionnels et lutter contre le travail illégal et le détachement illicite.

De même, les agents de contrôle de la consommation et de la concurrence ont activement contribué aux enquêtes dans le cadre du plan national d'enquêtes pour révéler les fraudes affectant les consommateurs.

Par ailleurs, la Direccte a déployé en région les plans nationaux impulsés par le Gouvernement, tels que le Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ou le Plan d'Investissement dans les Compétences. Elle a également intensifié son action au bénéfice des territoires les plus fragilisés, dans le cadre de conventions partenariales, comme l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier ou le Pacte Sambre-Avesnois Thiérache.

L'année 2019 a également été marquée par le recentrage du Service économique régional de l'État sur des missions stratégiques répondant aux enjeux nationaux et régionaux tels que l'accompagnement des entreprises en difficultés, le suivi des filières stratégiques ou encore l'impulsion des politiques d'innovation et de transformation numérique, ainsi que par le lancement des travaux de préfiguration de nos futures Directions de l'emploi, de l'économie, du travail et des solidarités (DREETS et DDEETS).

Fort de tout ce que nous avons entrepris, un certain nombre de défis attendent les équipes de la Direccte en 2020 et 2021. En effet, la crise sanitaire de la Covid-19 en ce début d'année, est venue bousculer les habitudes et les collectifs de travail, nous obligeant à revoir nos priorités. Ainsi, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020, la Direccte a dû se réorganiser pour répondre aux besoins pressants d'accompagnement des entreprises fragilisées par la crise et à ceux des publics en grande précarité face au marché du travail, en créant des collectifs innovants de collaboration interservices, comme la plateforme unique d'information pour la continuité économique ou la promotion des mesures du Plan gouvernemental en faveur de la relance.

À la date de publication de ce rapport d'activité, nous avons, en effet, permis et réussi ce soutien sans précédent aux entreprises et aux salariés de notre région et ceci grâce à la mobilisation et au professionnalisme de toutes et tous.

Patrick OLIVIER  
Directeur régional

# SOMMAIRE



Améliorer la qualité de l'emploi  
et les relations du travail ..... p. 7



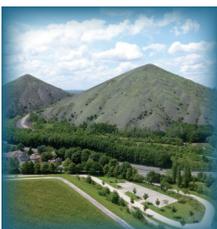
Favoriser l'accès et le maintien  
dans l'emploi ..... p. 11



Soutenir les entreprises à chaque  
étape de leur vie économique ..... p. 17



Assurer un environnement  
concurrentiel propice  
aux entreprises ..... p. 23



Accompagner les territoires  
d'intervention prioritaire et  
les projets structurants ..... p. 27

# Les dossiers « phares » de la Direccte en 2019



Sensibilisation et contrôle  
des entreprises sur l'égalité  
professionnelle et la publication  
d'index conformes



Enquête sur une francisation de  
champignons d'origine polonaise  
et belge



Plan d'Investissement dans les  
Compétences

## Les moyens engagés au profit des politiques publiques

### 370 M€

La Direccte a consacré 370 millions d'euros pour intervenir au profit des politiques publiques, dont :



# Les temps forts de la Direccte en 2019



Janvier  
Élaboration du plan d'actions régional de l'inspection du Travail

Mars  
Semaine de contrôle sur les fraudes à la Prestation de Services Internationales

Avril  
Campagne de contrôle sur la traite des êtres humains

Mai  
Semaine de contrôle sur le risque de chute de hauteur



**22 mars**

Arrêté élargissant le périmètre géographique des emplois francs

Lancement de l'appel à projets MUTECO

**11 avril**

Installation des nouveaux Services économiques de l'État en Région par la Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Économie et des Finances



Juin  
Semaine de contrôle sur les fraudes à la Prestation de Services Internationales

Septembre  
Campagne de contrôle sur la traite des êtres humains

Octobre  
Semaine de contrôle sur le risque de chute de hauteur



**27 juin**

Job dating sport à Abbeville (80)

**30 sept.**

Signature d'une charte d'engagement « La Somme, une chance. Les entreprises s'engagent. »

**15 oct.**

Job dating sport à Amiens (80)

**22 nov.**

Visite présidentielle sur le thème de l'emploi sur le site de Whirlpool à Amiens (80)



A photograph of two construction workers on a site. One worker, wearing a blue hard hat and a brown jacket, is pointing at a set of plans held by another worker in a high-visibility yellow jacket. The background shows a blurred construction site with a building and a street lamp.

Améliorer la qualité de l'emploi  
et les relations du travail

# Chiffres clés

**28 000**

INTERVENTIONS, TOUS  
DOMAINES CONFONDUS

**4 025**

INTERVENTIONS SUR LE  
TRAVAIL ILLÉGAL

**2 461**

INTERVENTIONS

**137**

SANCTIONS  
ADMINISTRATIVES SUR LES  
PRESTATIONS DE SERVICE  
INTERNATIONALES



En 2019, l'Inspection du travail a réalisé plus de 28 000 interventions sur l'ensemble de la région. Les agents de contrôle sont particulièrement présents sur les chantiers du BTP où se réalisent 39 % de leurs interventions. Les actions portent sur la prévention des risques professionnels, mais également la lutte contre le travail illégal et le détachement illicite.

La simplification de la relation avec les usagers a été favorisée par la mise en place d'un numéro unique pour les renseignements en droit du travail en 2018. En 2019, plus de 84 000 usagers ont fait appel à ce numéro : les salariés et les employeurs du secteur privé (en particulier de TPE-PME) ont ainsi pu bénéficier d'informations juridiques générales relatives au code du travail, aux conventions collectives et à la jurisprudence sociale dans une démarche simplifiée connectant les 17 sites de la Direccte implantés localement.

## Faits marquants

### Unité régionale – Chutes de hauteur

Les campagnes collectives de contrôle et de prévention des chutes de hauteur dans le secteur du BTP ont mis en lumière la problématique d'absence de culture de la prévention : les entreprises disposent de plus en plus de matériel mais il n'est pas toujours correctement installé (manque de formation ou d'intérêt pour la sécurité au travail...). Le geste professionnel de l'agent de contrôle évolue : il doit inciter l'employeur à s'approprier et à diffuser une culture de prévention dans son entreprise, en développant la complémentarité avec les partenaires régionaux de la prévention (Carsat, Oppbtp) de telle sorte que les outils soient mobilisés à bon escient.



### UD59V – Égalité professionnelle

La Direccte a organisé des réunions d'information à destination des entreprises de plus de 250 salariés et des agents de contrôle sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, déclarée grande cause nationale. En vue de la publication des index à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, les réunions se sont tenues avec l'appui de la structure FETE (Femmes Égalité Emploi) les 13, 27 et 28 juin 2019 sur :



- le calcul de l'index, évalué à partir de 5 indicateurs, pour mesurer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- les mesures correctrices pour atteindre l'objectif d'égalité salariale ;
- la pénalité encourue à défaut d'index insuffisant et d'absence de mesures correctrices ;
- l'appui des entreprises par le référent départemental pour le calcul de l'index et les mesures de correction.

La mobilisation en faveur de l'égalité professionnelle s'est renforcée portant notamment sur le contrôle de la conformité des accords. Les objectifs de publication de l'index Hauts-de-France ont été atteints pour les entreprises de plus de 1 000 salariés en 2019.

## UD59L – Contrôle des conditions d’emploi des apprentis

L’intervention des agents de contrôle de la Direccte dans 13 établissements, suite à plusieurs plaintes concernant les conditions de travail et la durée du travail d’apprentissage a permis de constater des manquements sur la durée du travail, l’hygiène et la sécurité, les risques machines, l’absence de tutorat...).



Parallèlement, la Direccte a assuré l’information des établissements scolaires et des centres de formation des apprentis et alerté l’Éducation nationale pour le placement des apprentis et leur cursus de formation. Les enquêtes ont également conduit à solliciter la Direction Départementale de la Protection des Populations pour une fermeture administrative provisoire d’un des établissements suite à des défaillances en matière d’hygiène alimentaire. Certains contrats d’apprentis ont fait l’objet d’une suspension provisoire puis définitive et d’interdiction de recrutement d’autres apprentis pour les employeurs concernés.

## UD80 – Risques chimiques dans les conteneurs maritimes

En lien avec la DREAL, la CARSAT et la médecine du travail, une enquête est initiée dans une entreprise d’achat de gros/logistique suite au décès suspect d’un salarié déchargeant manuellement les marchandises des conteneurs maritimes en provenance d’Asie. Dans l’attente d’une évaluation de la situation et de la mise en place des actions collectives, une mise en demeure est adressée à l’entreprise, le risque chimique découlant de l’utilisation de gaz de fumigation étant suspecté et ignoré par l’entreprise. Un prestataire spécialisé dans la détection des gaz de fumigation a réalisé un audit avec contrôle systématique des conteneurs maritimes réceptionnés sur site. Les résultats concluent à un potentiel de 3 000 conteneurs non conformes par an. Ils sont désormais renvoyés afin d’être assainis avant toute intervention de déchargement ultérieure sur le site.



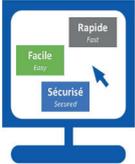
Le signalement pour l’ouverture d’une procédure pénale est en cours, ainsi qu’une alerte auprès de la Direction Générale du Travail pour une sensibilisation nationale de l’inspection sur cette thématique.

**ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE  
DEMANDE D'AUTORISATION PROVISOIRE DE TRAVAIL**

*Vous êtes étudiant étranger résidant dans les Hauts-de-France ?  
Foreign student living in Hauts-de-France ?*

**Faites votre demande  
d'autorisation de travail  
directement sur internet**

*Request for your work permit online*



**Rendez-vous sur  
[workinfrance.beta.gouv.fr](http://workinfrance.beta.gouv.fr)**



 [beta.gouv.fr](http://beta.gouv.fr) 

## UD59L – « WORK IN FRANCE »

Une nouvelle application pour faire une demande d'autorisation provisoire de travail à destination des étudiants étrangers



Le projet « Work in France », porté au sein de l'incubateur des ministères sociaux, a été déployé au sein de l'unité départementale de Lille pour le dépôt et la validation des demandes d'autorisation provisoires de travail (APT) pour les étudiants étrangers à partir du 1<sup>er</sup> août 2019.

Cette nouvelle plate-forme permet le dépôt des demandes d'autorisation de travail, leur instruction et leur validation pour les étudiants étrangers, notamment ceux relevant de conditions particulières d'octroi (mineurs non accompagnés pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, étudiants algériens, internes en médecine, etc.)

Ce service en ligne permet un traitement aisé et rapide par le gestionnaire des demandes d'autorisation de travail : démarches en ligne sans déplacement ni attente, notification informant en temps réel par courriel le demandeur de l'avancement de l'instruction de son dossier, demandes de précisions adressées par messagerie électronique...

Les démarches sont facilitées et sécurisées pour l'employeur ou l'étudiant concerné. Dès le mois de septembre, l'appli était utilisée par la moitié des demandeurs.

## Perspectives 2020

- Poursuivre les actions sur les thématiques du plan d'action régional : chutes de hauteur, Prestations de Services Internationales, égalité salariale, travail illégal...
- Évaluer plus précisément l'impact de l'action sur l'effectivité du droit dans les entreprises.



Favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi

# Chiffres clés

## 15 340

ENTRÉES EN GARANTIE  
JEUNES, +5,7 % SUR UN AN

## 22 450

ENTRÉES EN  
APPRENTISSAGE

## 10 650

PARCOURS EMPLOI  
COMPÉTENCES

## 4 500

EMPLOIS  
FRANCS

### Promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes

Portée par les missions locales, la Garantie Jeunes est une des modalités du Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) (principe de l'« Emploi d'abord »). En Hauts-de-France, ce dispositif se décline à travers un plan d'action visant à :

- Repérer les jeunes (actions hors les murs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les zones rurales, bus de la mission locale, repérage en binôme avec les acteurs sociaux...);
- Mener des actions ciblées à destination des jeunes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance.

### Développer l'accès des jeunes à l'apprentissage

En application de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui libéralise l'offre de formation et assouplit les conditions du contrat de travail, la Direccte a demandé aux missions locales de mettre en place un plan d'action spécifique en lien avec les actions réalisées par Pôle emploi. Parallèlement, la Direccte a orienté son action vers le développement de Centres de Formation d'Apprentis d'entreprises et de l'offre de formation en apprentissage.

### Favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées

La Direccte a intensifié son action permettant aux publics les plus vulnérables de développer leurs compétences et d'accéder à l'emploi. Ainsi, en 2019, ce sont 10 650 Parcours Emploi Compétences qui ont été signés en région.

De même, pour favoriser l'accès et le retour à l'emploi des résidents de quartiers prioritaires de la politique de la ville, 4 500 emplois francs ont été conclus.

## Faits marquants

### Unité régionale – Mobilisation du Plan d'Investissement dans les Compétences

Dans le cadre de la déclinaison du Plan national d'Investissement dans les Compétences, l'État a signé le 8 février avec le Conseil régional des Hauts-de-France, un Pacte régional 2019-2022 (PRIC). La contribution de l'État d'un montant total 745,4 millions d'euros sur quatre ans, s'élevait à 180,3 millions d'euros pour 2019.

Les priorités du PRIC visent à la formation et à la qualification des publics de bas niveaux de qualification, notamment les jeunes et les personnes en situation de handicap, au soutien des territoires fragilisés (Sambre-Avesnois Thiérache, bassin minier, quartiers prioritaires de la politique de la ville, zones rurales fragilisées), à l'appui aux filières stratégiques régionales (construction, automobile, ferroviaire, agroalimentaire, maritime...) et à l'accompagnement des mutations liées à la transition numérique et écologique.

68 347 entrées en formation sur un objectif initial de 52 000 entrées : avec une forte mobilisation des SPEL dans les recensements des besoins en compétence, le Conseil régional a très largement dépassé son objectif annuel.



## Unité régionale – La France, une chance. Les entreprises s'engagent



Lancement du dispositif « La France, une chance. Les entreprises s'engagent » sous le patronage de Jean Marie MARX, Haut-Commissaire au développement des compétences et à l'inclusion par l'emploi.

Dans le cadre de l'initiative présidentielle « La France, une chance. Les entreprises s'engagent », Jean-Marie MARX, Haut-Commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi auprès de Muriel PÉNICAUD, ministre du travail, assistait le 26 février 2019 à la signature du premier club d'entreprises inclusives en France dans le département du Nord. Depuis, 13 clubs d'entreprises inclusives ont vu le jour dans les Hauts-de-France.

Reconnaître le rôle majeur des entreprises dans la cohésion sociale du pays à travers leurs engagements volontaires en faveur de l'inclusion dans l'emploi, c'est l'objectif de cette initiative.

Les Clubs « La France, une chance, les entreprises s'engagent » des Hauts-de-France permettront de coordonner les actions menées sur le territoire.

Le plan de mobilisation des entreprises inclusives repose sur quatre finalités, déclinées en thématiques d'action :

- Développer la découverte de l'entreprise pour bien s'orienter et se former ;
- Mettre le pied à l'étrier et développer les passerelles vers l'emploi durable pour les plus vulnérables ;
- Accompagner les personnes habitant dans les territoires les plus fragiles (quartiers prioritaires de la politique de la ville et zones de revitalisation rurale notamment) ;
- Faciliter l'accès aux produits et services de base pour les personnes les plus démunies.

Après avoir été la première région à lancer un club départemental, les Hauts-de-France sont également la première région à lancer les « afterwork » le 26 novembre 2019 à Arras, à proximité des entreprises, des leaders des clubs et des problématiques portées par l'État en région et tout particulièrement sur le bassin minier.

# 13

CLUBS D'ENTREPRISES  
INCLUSIVES ONT VU LE  
JOUR DANS LES  
HAUTS-DE-FRANCE



Lancement du club « le Nord, une Chance. Les entreprises s'engagent » le 26 février, en présence de Jean-Marie MARX, Haut-Commissaire au développement des compétences et à l'inclusion par l'emploi



Signature par le préfet du Pas-de-Calais, Fabien SUDRY de la convention de lancement d'un nouveau club d'entreprises inclusives dans le Pas-de-Calais le 26 novembre à Arras, lors d'un afterwork organisé avec l'ensemble des clubs « Les Hauts de France, une chance. Les entreprises s'engagent » de la région



## UD59L – Réduire les freins à l'emploi et à la formation



Le Service Public de l'Emploi Local de Douai a accompagné le déploiement de solutions favorisant la mobilité, développé les partenariats avec les autorités organisatrices de mobilité, mis en place un schéma d'accessibilité pour les zones d'activités et encouragé les expérimentations. En complément, un guide complet et interactif recensant les multiples solutions de mobilité et d'aides à la mobilité a été réalisé.

Des supports d'information ont également été développés pour faciliter la garde d'enfant des personnes pour leur permettre de suivre une formation ou d'exercer un emploi : présentation des modes de garde sur le Douaisis, flyer sur les aides à la garde d'enfant, liste des relais assistants maternels et Maisons d'assistantes maternelles du Douaisis et structures d'accueil petite enfance par commune de l'arrondissement.

## UD62 – Action Insertion par l'Activité Économique sur le territoire couvert par l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier



La Direccte mène des actions concrètes sur les arrondissements de Béthune et Lens dans le secteur de l'Insertion par l'Activité Économique. Les structures financées proposent une mise en situation de travail et un accompagnement professionnel et social personnalisé afin de lever les freins périphériques à l'emploi.

Les moyens ont été renforcés sur les territoires concernés par l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier (ERBM).

En fonction des difficultés des publics, les parcours d'insertion peuvent s'effectuer dans quatre types de structures. Dans le Pas-de-Calais, le territoire couvert par l'ERBM compte 17 Ateliers Chantiers d'Insertion, 9 Associations Intermédiaires, 15 Entreprises d'Insertion et 6 agences des Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion.

### L'Insertion par l'Activité Économique en Hauts-de-France



47

STRUCTURES



10 000

DEMANDEURS  
D'EMPLOI  
BÉNÉFICIAIRES

146 M€

alloués au secteur  
de l'IAE en 2019  
par la Direccte

## UD80 – « Du sport vers l'emploi »

Pôle emploi a organisé avec ses partenaires une action de recrutement novatrice sous le signe « du sport ensemble pour recruter autrement » le 27 juin à Abbeville et le 15 octobre à Amiens.

Lors de ces événements, les aptitudes et compétences des demandeurs d'emplois sont mis en valeur à travers des ateliers sportifs et ludiques où demandeurs d'emplois et employeurs se côtoient anonymement. Des épreuves telles que des mini-relais valorisent les savoir-être des candidats (esprit d'équipe, dépassement de soi, respect des consignes...), dépassant l'approche traditionnelle de recrutement par les curriculum vitae.

Placée sous le parrainage de Tony ESTANGUET, président du Comité olympique 2024, l'opération d'Amiens a rassemblé une vingtaine d'entreprises et une centaine de demandeurs d'emploi. À Abbeville, le Job dating sport a réuni 15 entreprises et 67 demandeurs d'emploi.

Les résultats des expériences menées en Hauts-de-France sont très encourageants avec un taux de recrutement proche de 60 %.

À Amiens, la manifestation a permis de signer, en présence de la préfète de la Somme, une convention entre la direction nationale de Pôle emploi, la Fédération française d'athlétisme et le Comité d'organisation des Jeux Olympiques 2024 pour déployer ces manifestations sur le territoire national. Dans le cadre du programme « Héritage des Jeux Paris 2024 », cinquante job dating par le sport devraient être organisés sous le nouvel intitulé « Du stade vers l'Emploi ».



## UD60 – Duo Day réussi pour l'UD de l'Oise

L'opération «Duo Day» 2019 a été l'occasion pour la Direccte d'accueillir une personne en situation de handicap, en duo avec un professionnel volontaire. Au programme : découverte des métiers, participation active et immersion. Madeleine a ainsi pu découvrir le Pôle Insertion et Développement de l'Emploi tout au long de la journée du 16 mai. La responsable et les agents lui ont fait découvrir leurs missions et leurs métiers. Le Duo Day 2019 a permis de constituer 51 duos dans l'Oise.



## Unité régionale – Garantir l'effectivité du contrôle de la formation professionnelle

Au 31 décembre 2019, Les Hauts de France comptent 4 528 organismes de formation pour un chiffre d'affaires de 824 millions d'euros. Sur un an, 806 nouvelles demandes de déclaration d'activité ont été déposées par des organismes de formation. La Direccte a ouvert 86 procédures de contrôle pour une assiette contrôlée de 14 millions d'euros et 540 645 euros de sanctions financières.



### Unité régionale – La Direccte a formulé trois engagements



Afin de décliner la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2019 par le Président de la République et pilotée par le Commissaire à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en Hauts-de-France.

#### Engagement 3 : un parcours de formation pour tous les jeunes

Un accompagnement spécifique et renforcé visant les jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance vers les missions locales (phase intensive du Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie).

#### Engagement 4 : vers les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité

Mobilisation du Plan d'Investissement dans les Compétences pour le repérage de l'illettrisme, l'accompagnement et la formation.

#### Engagement 5 : investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi

Extension de l'expérimentation des emplois francs sur le bassin minier, la Sambre-Avesnois et la Thiérache, Boulogne-sur-Mer, Calais et Amiens.

Mobilisation de l'Insertion par l'Activité Economique pour renforcer l'accompagnement global des demandeurs d'emploi les plus éloignés de l'emploi en priorisant certains territoires

## Perspectives 2020

- Accompagner et intensifier les transformations engagées sur le champ des compétences :
  - mobiliser les acteurs de l'apprentissage pour répondre à la demande des jeunes et des entreprises ;
- Mener une politique d'inclusion forte et innovante :
  - décliner le plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, notamment par le développement inédit de l'Insertion par l'Activité Économique et la mise en œuvre du Pacte de l'Inclusion avec les entreprises adaptées.



Soutenir les entreprises à chaque  
étape de leur vie économique

# Chiffres clés

## 2,5 M

D'HEURES D'ACTIVITÉ  
PARTIELLE AUTORISÉES

## 58

PLANS DE SAUVEGARDE  
DE L'EMPLOI

## 50

CONVENTIONS DE  
REVITALISATION

Afin d'éviter les licenciements économiques dans les cas de ralentissement de l'activité, la Direccte a autorisé 2,5 millions d'heures de financement différentiel de l'activité partielle au bénéfice de 19 780 salariés.

Lorsque les licenciements n'ont pu être évités, elle a accompagné 58 Plans de Sauvegarde de l'Emploi portant sur 3 000 ruptures de contrat, en hausse de +3,6 % par rapport à 2018.

En 2019, 150 entreprises ont intégré le dispositif d'accompagnement à l'amélioration de leur fonction RH et 70 opérations ont été engagées pour des actions d'anticipation des mutations économiques pour 9,4 millions d'euros.

155 entreprises ont été accompagnées par les Commissaires aux Restructurations et à la Prévention des difficultés (CRP) des entreprises dans leur recherche de solutions préservant l'outil de production, les emplois et les savoir-faire.

La Direccte a également mené 147 médiations contribuant à la résolution de litiges contractuels entre entreprises ou entre une entreprise et un acheteur public, pour un montant de 10 millions d'euros, avec un taux de réussite des médiations de 75 %.

Afin de redynamiser le tissu économique, l'État met en œuvre des actions de revitalisation des territoires grâce aux 50 conventions de revitalisation actives, visant à recréer plus de 6 280 emplois.

## Faits marquants

### Unité régionale – Semaine de l'industrie 2019

Organisée à l'initiative de l'État, en lien avec Régions de France, la Semaine de l'Industrie promeut l'industrie et renforce l'attractivité de ses métiers, plus particulièrement auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi, à travers différents événements se déroulant sur l'ensemble du territoire national. En 2019, 661 événements ont été labellisés en Hauts-de-France, en forte hausse par rapport à 2018 (273 événements organisés).

Pour assurer la réussite de l'opération, un important travail collaboratif a été mené par le comité de pilotage régional animé par la Direccte, réunissant notamment les Rectorats, Pôle emploi, les fédérations professionnelles, le Conseil régional et les chambres consulaires.

À cette occasion, les Trophées de l'industrie ont été décernés, dont le Prix de l'État 2019 remis par le Préfet de région, Michel Lalande, au Groupe Atlantic.



### UD59V – Accompagner les restructurations

La société centenaire AFA, l'un des derniers fleurons de l'activité industrielle en Sambre-Avesnois, a fait l'objet d'une liquidation judiciaire le 31 juillet. Les acteurs du territoire se sont mobilisés sous l'égide de la Direccte et de la Sous-préfecture. Une Cellule d'Appui à la Sécurisation Professionnelle a été mise en œuvre à la mairie d'Anor du 30 juillet au 9 septembre pour informer les salariés sur le Contrat de Sécurisation Professionnelle et les actions de recrutement sur le territoire. L'association de la Carsat dès le 31 juillet a permis d'intervenir sur le thème de la retraite dans une société où 64 % des salariés avaient plus de 50 ans.



## UD02 – Lancement de la démarche « Territoires d'industrie » en Thiérache



Le 10 octobre, entreprises, élus et acteurs locaux se sont réunis à la Maison des Entreprises de Thiérache et de la Serre pour définir une stratégie industrielle favorable au développement / redéveloppement de l'industrie locale.

La démarche « Territoires d'industrie » a été présentée avec une animation locale par un binôme chef d'entreprise/élu.

Les participants ont proposé et débattu des meilleures mesures à prendre, puis les ont priorisées par des votes à la majorité. Les projets identifiés vont être transformés en fiches actions, avant validation finale. Il s'agit de donner un nouveau souffle au bassin concerné.



## Unité régionale – Développement du portail numérique Place des Entreprises



L'interface de la start'up d'État « Place des Entreprises » consacrée à l'accompagnement des chefs d'entreprises a été mise en place début mars 2019.

Le portail [place-des-entreprises.beta.gouv.fr](http://place-des-entreprises.beta.gouv.fr) permet au dirigeant de déposer une sollicitation sur tous les sujets intéressant l'entreprise, du recrutement à la transmission/reprise d'entreprise. Le dirigeant est mis en relation dans les 72h avec l'expert compétent pour analyser la situation de l'entreprise et lui proposer ainsi la solution adéquate.

350 dirigeants ont pu expérimenter ce service en ligne dans les Hauts-de-France. 87 % d'entre eux ont exprimé leur satisfaction sur les accompagnements proposés.

Par ailleurs, Place des Entreprises teste la mise en place et la promotion d'opérations temporaires, menées lors du mouvement des Gilets Jaunes fin 2018-début 2019 et pour anticiper les potentiels effets du Brexit depuis fin 2019.



## Unité régionale – Lancement de l'appel à projets MUTECO



La Direccte a lancé en 2019 un appel à projets MUTECO « Accompagnement des démarches d'anticipation des mutations économiques et de développement de l'emploi et des compétences », visant prioritairement les thématiques de la transition écologique » et de la numérisation de l'économie ».

**23**  
OPÉRATIONS  
RETENUES

**3,3 M€**  
D'AIDES  
DE L'ÉTAT



## Versant NORD

PARMI LES DOSSIERS  
61 SUIVIS EN 2019,  
30 ÉTAIENT DES  
DOSSIERS NOUVEAUX  
ENTRÉS EN SUIVI  
EN 2019

### Dossiers suivis en 2019

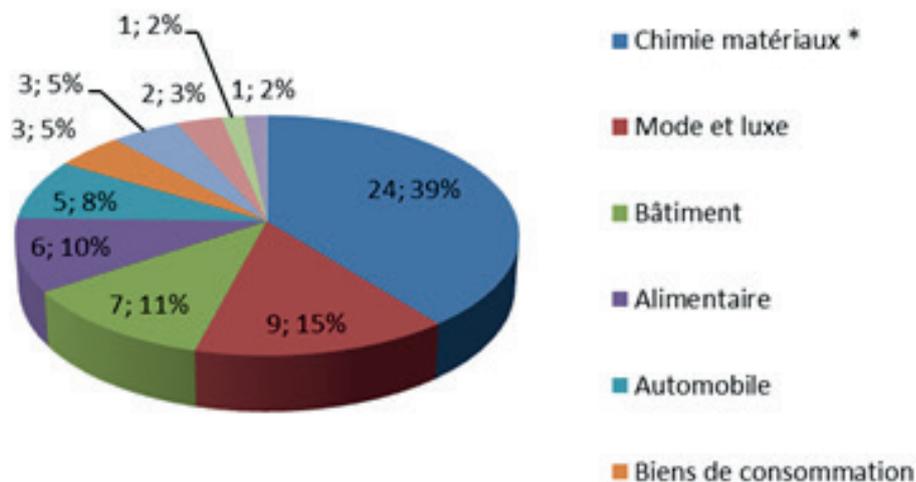
Dossiers	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois concernés	Nombre d'emplois préservés
En cours au 31/12	47	21 925	-
Clôturés	14	2 633	1 632
Total	61	24 558	-

Nature des difficultés : baisse ou perte de marchés, manque de rentabilité sur certaines activités qui entraînent des réductions d'effectifs voire des fermetures d'ateliers ou de sites.

### Répartition départementale

Département	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois concernés
Nord	34	14 355
Pas de Calais	27	10 203
Total général	61	24 558

### Les principaux secteurs suivis



### Dossiers clôturés en 2019

Département	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois concernés	Nombre d'emplois préservés	Nombre d'emplois préservés en %
Nord	7	1 850	1 116	60,3 %
Pas de Calais	7	783	516	65,9 %
Total général	14	2 633	1 632	62,0 %

## Dossiers suivis en 2019

Dossiers	Aisne	Oise	Somme	TOTAL
En cours à fin 2019	17	29	19	65
Clôturés à fin 2019	6	15	11	32
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>44</b>	<b>30</b>	<b>97</b>
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	9	22	14	45
<i>Et clôturés dans l'année</i>	0	3	2	5

### Unité régionale – Mission RUI

Suivi des projets d'investissements 2019 - Versant Sud  
(Aisne, Oise, Somme)



### Projets suivis

Département	Nombre d'entreprises	Montant des investissements	Emplois créés	Emplois sauvegardés
Aisne	6	175	422	nc
Oise	6	36	1385	nc
Somme	12	628	1317	227
<b>Total général</b>	<b>24</b>	<b>839</b>	<b>3124</b>	<b>227</b>

### Projets détectés

Département	Nombre d'entreprises	Montant des investissements	Emplois créés
Aisne	2	24	142
Oise	1	28	185
Somme	3	40	325
<b>Total général</b>	<b>6</b>	<b>92</b>	<b>652</b>



## Unité régionale – La médiation des entreprises



En 2019, les médiateurs des Hauts-de-France ont reçu 123 saisines dont 105 éligibles (sur ... au niveau national), concernant 10 millions d'euros de litiges, avec un taux de réussite de 75 % pour les dossiers traités. Les dossiers non terminés se poursuivent sur 2020.

Après une forte progression du nombre de saisines en Hauts-de-France en 2018, 2019 revient au niveau de 2017, suite à la réduction du nombre de médiateurs, notamment en Picardie.

### EN 2019 :

105

MÉDIATIONS ÉLIGIBLES

10 M€

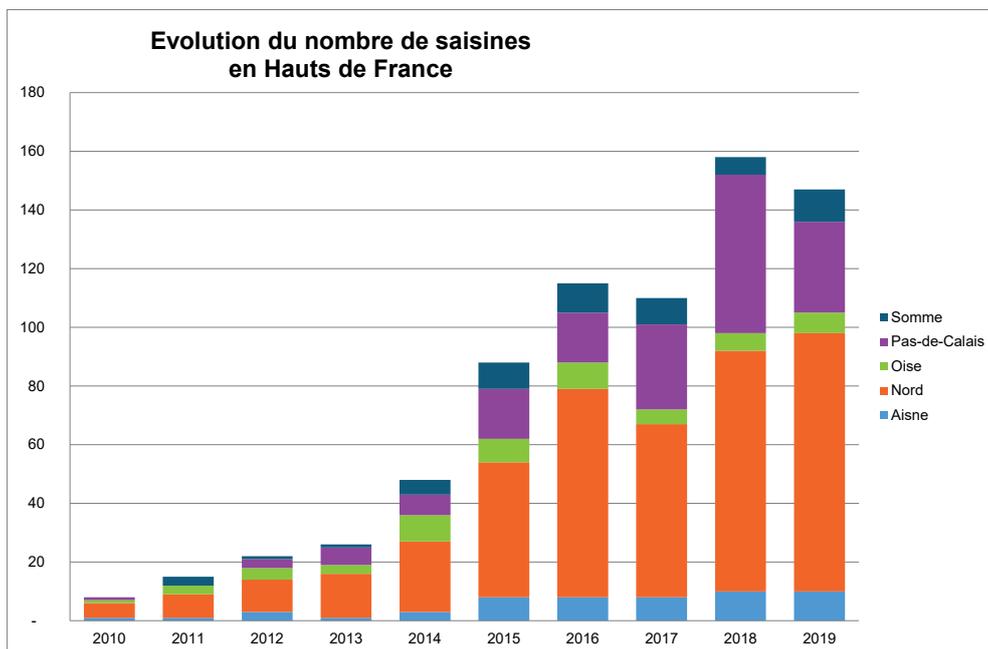
DE LITIGES

10000

EMPLOIS CONCERNÉS

75 %

DE TAUX DE RÉUSSITE





Assurer un environnement concurrentiel propice aux entreprises

# Chiffres clés

**2 157**

AVERTISSEMENTS  
PRONONCÉS

En lien avec les Directions Départementales de la Protection des Populations (DDPP), la Direccte veille à la régulation et au bon fonctionnement des marchés. Elle contrôle le respect du droit de la concurrence et veille à la protection économique des consommateurs et à la sécurité des produits.

**219**

ALERTES

**Protéger les consommateurs et les entreprises contre les pratiques abusives affectant le fonctionnement de l'économie numérique** - L'action menée depuis plusieurs années en faveur de la protection des consommateurs et du rétablissement de leur confiance dans l'économie numérique a été poursuivie en 2019.

**10 122**

VISITES D'ÉTABLISSEMENTS

**Contribuer à l'efficacité de l'économie par une analyse approfondie et des propositions d'amélioration du fonctionnement des marchés** - La Direccte a approfondi son analyse du fonctionnement des marchés pour améliorer la détection des dysfonctionnements concurrentiels. Compte tenu de leur impact sur la compétitivité et l'équilibre financier des entreprises, le respect des délais de paiement interentreprises est resté une priorité. La lutte contre les ententes d'entreprises dans les marchés publics a également été renforcée.

**609**

INJONCTIONS  
ADMINISTRATIVES  
NOTIFIÉES

**Identifier et maîtriser les risques émergents pour la santé et la sécurité des utilisateurs** - Les DDPP ont poursuivi le contrôle des risques émergents, tels que les perturbateurs endocriniens, les allergènes ou les nanomatériaux.

**852 000 €**

MONTANT DES AMENDES  
NOTIFIÉES POUR NON  
RESPECT DES DÉLAIS DE  
PAIEMENT

**Accompagner le développement de la consommation responsable en veillant à garantir la protection économique et la sécurité du consommateur** - Le développement des tendances de consommation responsable ou durable se poursuit. Les professionnels répondent à ces attentes en recourant à des allégations environnementales ou liées à l'origine des produits. Les services contrôlent la véracité des allégations employées et la conformité des produits et services aux normes de sécurité.

**379**

DOSSIERS PÉNAUX  
TRANSMIS AU PARQUET

Les contrôles de surveillance du parc d'instruments de mesure en métrologie légale portent sur les instruments en service chez les détenteurs. Chaque année, une opération « coup de poing » nationale et des opérations régionales ciblées sont organisées.

**Renforcer la surveillance des secteurs à fort enjeu économique pour protéger les consommateurs, particulièrement les publics vulnérables** - Un intérêt particulier a été porté aux secteurs économiques où l'action des pouvoirs publics en faveur des consommateurs induit de nouveaux comportements des opérateurs. Ainsi, dans le secteur de la santé, dans le contexte du déploiement des offres à reste à charge zéro en audio optique et dentaire, les services ont contrôlé la loyauté des offres et des informations entourant l'origine des produits. Le contrôle des pratiques commerciales des professionnels de l'immobilier et des travaux à domicile s'est aussi multiplié.

Dans le prolongement des Etats généraux de l'alimentation, assurer une présence renforcée sur les marchés agricoles et agroalimentaires - Un intérêt particulier a été porté au fonctionnement de la filière biologique. Outre son action auprès des industries agro-alimentaires sur l'équilibre des relations commerciales, la Direccte s'est notamment investi sur le contrôle des reventes à perte et des campagnes promotionnelles particulièrement agressives de la grande distribution accusées de détériorer les revenus agricoles.

## Faits marquants

### Pôle C – Répression des fraudes

Une affaire de francisation de champignons d'origine polonaise et belge a entraîné la rédaction d'une procédure judiciaire et la condamnation des mis en cause pour tromperie, défaut de mentions sur la facturation et défaut de traçabilité.



### Pôle C – Métrologie légale

Deux opérations régionales sur des marchés de niche ont été réalisées en 2019. Le contrôle des instruments de pesage utilisés pour la vente de pellets de chauffage en vrac a permis de neutraliser un vérificateur sévissant sans agrément préfectoral. L'opération sur les balances utilisées par les frigoristes pour vendre ou récupérer les gaz frigorigènes a mis en évidence que cette profession dans son ensemble utilisait des balances non certifiées.



## Perspectives 2020

- Renforcer l'enquête au service de la lutte contre les fraudes et de l'ordre public économique.
- Concentrer les investigations sur les secteurs à fort enjeu en accompagnant les nouveaux modèles économiques et en maîtrisant les risques émergents.
- Rénover la relation avec les consommateurs et les entreprises.
- Maximiser l'impact de nos action.





Accompagner les territoires  
d'intervention prioritaire et  
les projets structurants



### Pacte Sambre-Avesnois Thiérache

Signé en novembre 2018, le Pacte Sambre-Avesnois Thiérache a commencé à être mis en œuvre en 2019. Des moyens complémentaires dans l'insertion par l'activité économique ont été mobilisés. Ainsi, l'enveloppe consacrée à ces territoires a été abondée de plus d'1,8 million d'euros pour développer des activités nouvelles ou consolider les activités des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) existantes.

Le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) a été mobilisé pour développer des actions de repérage des « publics invisibles » afin que les mesures de droit commun puissent leur être proposées en termes d'accompagnement et d'insertion dans l'emploi. Les mesures complémentaires relatives à la Garantie Jeunes ont également été engagées afin de favoriser l'accompagnement d'un plus grand nombre de jeunes.

Enfin, la prise en charge par l'État des contrats « Parcours Emploi Compétences » a été plus favorable sur ces territoires par rapport à d'autres.



### Canal Seine Nord-Europe

Le projet du Canal Seine Nord-Europe a évolué en termes de gouvernance. Le conseil de surveillance de la société Canal Seine Nord-Europe en septembre 2019 a acté un copilotage État/Région, au niveau régional et territorial, en associant les partenaires « clefs » de la démarche.

Les premiers travaux devraient débuter dans l'Oise en fin d'année 2020. La Direccte déploie une offre de services en faveur de l'effectivité du droit du travail. Les services sont également mobilisés pour le développement de l'emploi et des clauses sociales.

## Engagement pour le renouveau du Bassin Minier - ERBM

En 2019, la Direccte s'est mobilisée pour construire et étoffer le volet emploi du programme de rénovation des cités minières sur lequel le Service Public de l'Emploi est désormais pleinement engagé. Ces actions se déclinent autour du repérage et de la remobilisation vers l'emploi des habitants, de la préparation du public en réponse aux emplois générés par les travaux de rénovation, du recours à la clause d'insertion et à l'insertion par l'activité économique pour permettre aux personnes les plus en difficulté d'accéder à ces emplois, de la montée en compétence des entreprises locales et de leurs salariés sur les exigences de performance thermique des travaux.

Pour donner à ce programme toute son ampleur, la Direccte a notamment financé des actions de repérage du public invisible, une formation intégrée au travail (FIT 2.0) des salariés généralisée à l'ensemble des chantiers de rénovation, et le développement des structures d'insertion par l'activité économique du bassin minier. Au total, la Direccte a ainsi consacré en 2019 plus de 46 millions d'euros à l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier.

## 46 M€

ENGAGEMENT POUR LE  
RENOUVEAU DU BASSIN MINIER



*M. Raffy, sous-préfet de l'arrondissement de Lens, entouré des stagiaires et des membres du comité de pilotage de l'action de mobilisation du public féminin vers les métiers du BTP du Service Public de l'Emploi de Lens-Lievin*



*Structure mobile « Food'Truck » monté dans le cadre de l'Appel à projets de la Direccte pour le repérage et remobilisation vers l'emploi du public invisible adulte*

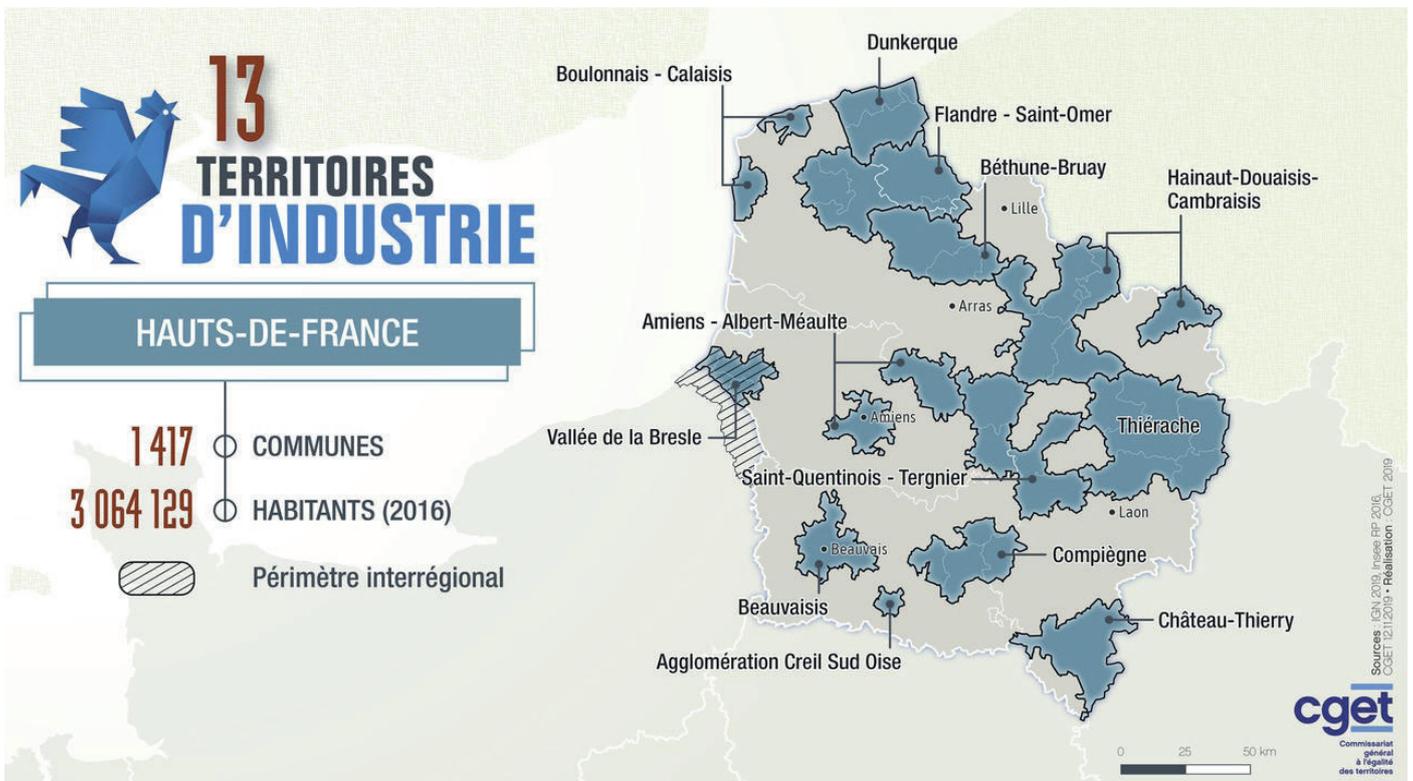
# 13

## TERRITOIRES D'INDUSTRIE

### Territoires d'industrie

Lancé par l'État fin 2018, le programme « Territoires d'industrie » soutient les actions locales destinées à développer ou redévelopper l'industrie. Il bénéficie à 38 intercommunalités des Hauts-de-France, regroupées en 13 territoires (146 au niveau national). Les projets concrets définis par les intercommunalités et entreprises bénéficient d'un soutien prioritaire des services et les opérateurs de l'État (Banque des territoires, Bpifrance, Pôle emploi, Business France, ADEME...). Plus de 1,3 milliard d'euros au niveau national sont ainsi orientés prioritairement vers ces actions.

Exemples d'action : former aux métiers industriels en demande, faciliter le déplacement des salariés, mettre en place de nouveaux services pour faciliter l'implantation ou l'extension d'usine, aider les entreprises dans leur démarche de transition écologique et technologique (« industrie 4.0 »), accélérer certaines procédures réglementaires.



## LA DIRECCTE EST ORGANISÉE EN TROIS PÔLES :

- **Le Pôle Travail** programme et pilote la politique du travail en région ;
- **Le Pôle Entreprises Emploi Économie** soutient le développement conjoint de l'emploi et de l'économie ;
- **Le Pôle Consommation Concurrence Répression des fraudes Métrologie légale** veille à la régulation concurrentielle des marchés et la sécurité du consommateur.

Fonctions transverses, le **Secrétariat Général** et le **Cabinet** appuient l'action des services opérationnels.

Les **unités départementales** constituent l'échelon de proximité de la Direccte. Elles mettent en œuvre les politiques du travail, de l'emploi et de l'économie pilotées au niveau régional.



